

Expéditeur

---

---

---

---

Yurii Yakovlevich Chaika  
Prosecutor General of the Russian  
Federation  
Prosecutor General's Office  
ul.B.Dmitrovka,d.15a  
125993 Moscow GSP – 3  
Fédération de Russie

Date \_\_\_\_\_

***Manifestants pacifiques de la place Bolotnaïa***

Monsieur le Procureur général,

Le 6 mai 2012, Vladimir Akimenkov, Artiom Saviolov et Mikhaïl Kosenko ont été arrêtés pour avoir manifesté pacifiquement sur la place Bolotnaïa avec dix mille autres compatriotes. Les trois hommes sont accusés d'avoir participé à des « émeutes de grande ampleur » et de violence contre des policiers. Les procès de Vladimir Akimenkov et d'Artiom Saviolov se déroulent actuellement à Moscou. Les deux hommes encourent de lourdes peines. Quant à Mikhaïl Kosenko, qui souffre de troubles mentaux des suites d'une blessure à la tête, il a été interné de force dans un asile psychiatrique fermé.

Il n'existe aucune preuve attestant que les trois hommes étaient impliqués dans de violents affrontements. Bien au contraire, les enregistrements vidéo démontrent qu'ils ont manifesté pacifiquement. La violence durant les manifestations provenait clairement des forces de sécurité. Amnesty International considère ces trois hommes comme des prisonniers d'opinion qui ont été emprisonnés parce qu'ils ont exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression et de réunion.

C'est pourquoi j'exige que vous :

- abandonnez toutes les charges retenues contre Vladimir Akimenkov, Artiom Saviolov et Mikhaïl Kosenko et les libérez immédiatement et sans condition ;
- veillez à ce que tous les autres accusés qui ont été arrêtés dans le cadre de la manifestation sur la place Bolotnaïa bénéficient d'un procès équitable dans les meilleurs délais.

Dans cette attente, je vous prie de recevoir, Monsieur le Procureur général, l'expression de ma plus haute considération.

---

Expéditeur

---

---

---

---

Prime Minister Hailemariam Desalegn  
P.O. Box 1031  
Addis Ababa  
Éthiopie

Date \_\_\_\_\_

***Eskinder Nega***

Monsieur le Premier ministre,

Le journaliste éthiopien Eskinder Nega purge actuellement une peine de 18 ans de prison pour « terrorisme ». Il a été inculpé en 2011 après avoir prononcé des discours et rédigé des articles dans lesquels il critiquait l'État et militait en faveur de la liberté d'expression. Cet homme est un prisonnier d'opinion.

Eskinder indispose depuis longtemps les autorités éthiopiennes. Il avait déjà été harcelé, arrêté et poursuivi un certain nombre de fois pour ses écrits. En 2006 et 2007, Eskinder et son épouse, Serkalem Fasil, ont été jugés pour trahison, entre autres charges, ainsi que 129 autres journalistes, responsables politiques de l'opposition ou militants.

C'est pourquoi j'exige que vous :

- ordonnez la libération immédiate et sans condition d'Eskinder Nega ;
- exigez que les autorités cessent de se servir de procédures pénales pour museler leurs détracteurs et mettre fin à toutes les autres formes de harcèlement visant les journalistes et les membres de la société civile, notamment les défenseurs des droits humains.

Dans cette attente, je vous prie de recevoir, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma plus haute considération.

---

Expéditeur

---

---

---

---

Alyksandr Koniuk  
Generalnaya Prokuratura  
ul. Internatsionalnaya 22  
220030 Minsk  
Bélarus

Date \_\_\_\_\_

***Ihar Tsikhanyuk, militant LGBTI***

Monsieur le Procureur général,

Homosexuel déclaré et militant pour les droits des homosexuels, Ihar Tsikhanyuk était hospitalisé pour un ulcère à l'estomac lorsque deux policiers sont entrés dans sa chambre et lui ont demandé de les suivre. Arrivé au poste, il a été frappé à plusieurs reprises par des policiers. On l'a injurié quant à son homosexualité et menacé de nouvelles violences.

Les faits se sont produits en février 2013, peu après qu'Ihar Tsikhanyuk a voulu enregistrer le centre de défense des droits humains Lambda, une association qui milite en faveur des droits des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles, transgenres et intersexuées en Biélorussie. Personne n'a été traduit en justice pour les mauvais traitements dont il a fait l'objet.

C'est pourquoi j'exige que vous :

- enquêtiez sur les mauvais traitements et les menaces dont a été victime Ihar Tsikhanyuk de la part de policiers au poste de police du district d'Octobre, à Hrodna ;
- veilliez à ce que les responsables soient traduits en justice.

Dans cette attente, je vous prie de recevoir, Monsieur le Procureur général, l'expression de ma plus haute considération.

---

Expéditeur

---

---

---

---

Jesús Murillo Karam  
Federal Attorney General  
Procuraduría General de la República  
Av. Paseo de la Reforma 211-213,  
Col. Cuauhtémoc, C.P. 06500  
Mexico City  
Mexique

Date \_\_\_\_\_

***Justice pour Miriam López / Justicia para Miriam López***

Monsieur le Procureur,

En février 2011, quelques instants après avoir déposé ses enfants à l'école, Miriam Isaura López Vargas, femme au foyer, a été enlevée par deux hommes cagoulés. Ligotée et aveuglée par un bandeau, elle a été conduite dans une caserne militaire de la ville de Tijuana. Au cours de la semaine qui a suivi, elle a été violée à plusieurs reprises par des soldats, qui l'ont torturée jusqu'à ce qu'elle signe une déposition mensongère l'impliquant dans des infractions à la législation sur les stupéfiants. Envoyée en prison pour y attendre son procès, elle a été relâchée sans être inculpée sept mois plus tard.

Bien que Miriam ait identifié certains des responsables et de leurs complices, aucun n'a été traduit en justice pour les actes de torture qu'elle a subi, notamment des violences sexuelles. En octobre 2012, la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) a confirmé que Miriam López a été torturée et violée, et a recommandé de traduire les responsables en justice et d'indemniser Miriam López.

C'est pourquoi j'exige que vous :

- ouvriez rapidement une enquête exhaustive et impartiale sur les allégations de torture sur la personne de Miriam López en 2011 ;
- rendiez les résultats de l'enquête publics, traduisiez les responsables en justice et mettiez en œuvre, sans délai, les recommandations du Comité des Nations unies contre la torture.

Dans cette attente, je vous prie de recevoir, Monsieur le Procureur, l'expression de ma plus haute considération.

---

Expéditeur

---

---

---

---

Moshe Ya'alon  
Minister of Defence  
Ministry of Defence  
37 Kaplan Street  
Hakiryia  
Tel Aviv 61909  
Israël

Date \_\_\_\_\_

### ***Villageois de Nabi Saleh***

Monsieur le Ministre,

Les 550 habitants du village de Nabi Saleh sont fréquemment confrontés à la répression brutale de l'armée israélienne.

Depuis 2009, les villageois organisent des manifestations pacifiques hebdomadaires contre l'occupation militaire israélienne et la colonie israélienne illégale de Halamish, qui occupe la majeure partie de leurs terres agricoles. Bravant les décisions de justice, les colons ont également fait de la source d'eau du village une attraction touristique et en privent d'accès les habitants de Nabi Saleh.

L'armée israélienne répond aux manifestations pacifiques des villageois par un usage excessif et injustifié de la force. À l'heure qu'il est, les soldats ont tué deux personnes, Mustafa Tamimi et Rushdi Tamimi, et blessé des centaines d'autres, dont des femmes et des enfants.

L'armée israélienne menace également les villageois, par exemple en déclarant l'ensemble du village « zone militaire fermée », en effectuant des descentes nocturnes, en arrêtant des enfants et en faisant un usage arbitraire d'armes tels que les gaz lacrymogènes, qui sont tirés dans les maisons, causant des blessures et des dégâts.

C'est pourquoi j'exige que vous :

- empêchiez les forces de sécurité israéliennes de faire un usage excessif et injustifié de la force à l'encontre des manifestants de Nabi Saleh ;
- fassiez le nécessaire pour que les membres des services de sécurité responsables de la mort de Mustafa Tamimi et de Rushdi Tamimi, ainsi que des blessures infligées à d'autres habitants du village, soient traduits en justice.

Dans cette attente, je vous prie de recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

---

Expéditeur

---

---

---

---

Ministre de la Justice  
Ministry of Justice  
No 240 Sothearos Blvd  
Phnom Penh  
Cambodge

Date \_\_\_\_\_

**Liberté pour Yorm Bopha / យើងគាំទ្រអ្នក និងសូមជូនពរអ្នកឱ្យមានស្ថានភាពល្អ និងសុខភាពល្អ !**

Monsieur le Ministre,

Yorm Bopha est une militante qui défend énergiquement les droits des habitants de sa région, à Phnom Penh, au Cambodge. Des milliers de riverains du lac Boeung Kak ont été expulsés de force depuis 2007 suite à la décision de l'État de louer les terrains à une entreprise en vue d'y effectuer des aménagements. L'entreprise a comblé le lac avec du sable, inondant et détruisant les habitations.

Yorm Bopha était en prison depuis le 4 septembre 2012, accusée d'avoir fomenté une agression contre deux hommes. Le procès était inéquitable et aucune preuve établissant un lien entre Yorm Bopha et le délit n'a été fournie. Pour Amnesty International, la véritable raison de son incarcération est son action militante pacifique en faveur du droit au logement au nom des riverains du lac Boeung Kak. En prison, Yorm Bopha a été séparée de son fils de 10 ans et de son mari, dont l'état de santé est précaire.

C'est pourquoi j'exige que vous :

- abandonnez les poursuites contre Yorm Bopha et classiez définitivement cette affaire.

Dans cette attente, je vous prie de recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

---